

ASSOCIATION FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE

**90 Rue Malbec
33 800 Bordeaux**

**Rapport du Commissaire aux Comptes
Sur les Comptes Annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Sommaire

*Rapport sur les comptes annuels
Bilan, Compte de résultat, Annexe*

Association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE

90 Rue Malbec
33 800 Bordeaux

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels à la note « 1.3 Première application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Dépréciation des immobilisations financières » de l'annexe expose les règles relatives à la dépréciation des immobilisations financières. Dans le cadre de nos travaux et appréciations, nous nous sommes assurés de leur correcte évaluation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit légal des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bordeaux, le 5 mai 2026

SARL AUDITORIA

Julien GROSSE

Commissaire aux Comptes



Annexe du rapport : description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	7 476	4 405	3 070	1 128
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	7 476	4 405	3 070	1 128
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	411 829	233 983	177 846	182 877
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	411 829	233 983	177 846	182 877
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations	80 000		80 000	80 000
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	285 061		285 061	280 516
	Prêts	4 149 194	1 091 589	3 057 605	2 699 631
	Autres immobilisations financières	768 113	118 007	650 105	519 591
	TOTAL	5 282 369	1 209 596	4 072 772	3 579 739
Total (II)		5 701 674	1 447 985	4 253 689	3 763 745
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	131 746		131 746	54 739
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	2 482 661	289 433	2 193 228	3 805 025
	Charges constatées d'avance	17 229		17 229	34 982
	TOTAL	2 631 638	289 433	2 342 204	3 894 747
	Divers				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus	4 586 039		4 586 039	4 665 419
	Disponibilités	2 092 295		2 092 295	1 406 784
Total (III)		9 309 973	289 433	9 020 539	9 966 950
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		15 011 648	1 737 419	13 274 229	13 730 696
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	54 979	54 979
	Fonds propres complémentaires	810 892	740 854
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 314 295	2 543 882
	Fonds propres complémentaires	6 955 013	7 139 094
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	644 739	644 739
	Report à nouveau	525 069	642 370
Excédent ou déficit de l'exercice		-116 299	-47 262
Situation nette (sous-total)		11 188 690	11 718 658
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		82 623	90 721
Provisions réglementées			
Total (I)		11 271 314	11 809 379
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	70 040	72 500
Total (II)		70 040	72 500
Provisions	Provisions pour risques	122 004	78 054
	Provisions pour charges	51 832	58 484
Total (III)		173 836	136 538
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		6 373
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	618 216	431 008
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	376 915	421 267
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	532 873	509 906
	Produits constatés d'avance	231 033	343 722
Total (IV)		1 759 038	1 712 277
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		13 274 229	13 730 696
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	37 470	15 030
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service dont parrainages	38 523	20 971
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 840 895	2 815 291
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	11 644	13 863
	Dons manuels	11 644	13 863
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	395 540	361 320
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	107 814	316 099
Charges d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés	2 460	21 759
	Autres produits	252 267	208 806
	Total des produits d'exploitation (I)	3 686 615	3 773 142
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	831 061	826 023
	Aides financières	100 684	
	Impôts, taxes et versements assimilés	154 722	164 949
	Salaires	1 707 600	1 876 072
	Cotisations sociales	648 316	683 445
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	33 379	31 078
	Dotations aux provisions	236 820	131 263
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	98 138	165 639
	Total des charges d'exploitation (II)	3 810 723	3 878 472
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-124 107	-105 329
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	134 836	105 273
	Reprises sur dépréciations et provisions	497 758	384 194
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	632 594	489 467
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	564 386	392 319
	Intérêts et charges assimilées	29 270	24 577
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	593 656	416 896
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		38 938	72 570
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-85 169	-32 759

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total		11 217
Charges exceptionnelles (VI) Total		1 524
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		9 693
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	31 130	24 197
Total des produits (I + III + V)	4 319 210	4 273 827
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 435 509	4 321 090
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-116 299	-47 262
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	108 636	89 364
TOTAL	108 636	89 364
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	108 636	89 364
TOTAL	108 636	89 364

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

ASS FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2025



Table des matières

Table des matières.....	2
1. Principes et méthodes comptables	3
2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat.....	13
2.1 Actif immobilisé.....	13
2.2 Actif circulant.....	17
2.4 Fonds propres.....	18
2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs	20
2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	23
2.7 Rémunération des commissaires aux comptes.....	25
3. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	26
3.1 Informations sur les dirigeants.....	26

1. Principes et méthodes comptables

1.1 Cadre de référence

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, ainsi qu'aux dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, tel que modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023. Le règlement ANC n° 2023-03 a été pris en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'association est soumise à l'établissement de comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe, formant un tout indissociable. L'annexe comporte les informations significatives de nature à compléter les données fournies par le bilan et le compte de résultat.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect des principes généraux suivants :

- régularité ;
- sincérité et image fidèle ;
- permanence des méthodes ;
- non-compensation ;
- intangibilité du bilan d'ouverture ;
- prudence ;
- coûts historiques ;
- continuité d'exploitation ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont mentionnées dans l'annexe les informations présentant un caractère significatif au regard de l'activité, de la situation financière et du résultat de l'association.

1.2 Présentation de l'association et objet social

France Active Nouvelle Aquitaine est une association qui a pour but de favoriser l'insertion sociale de personnes en difficultés d'accès à l'emploi par la création et la consolidation d'entreprises ou de structures d'utilités sociales ou solidaires porteuse d'emplois, en mobilisant des initiatives et des financements solidaires, sur le territoire de la région Nouvelle Aquitaine. Par son objet, l'association rejoint les principes énoncés dans la charte de réseau France Active.

Pour atteindre son objectif, France Active Nouvelle Aquitaine mobilise :

- Une force d'analyse et de conseil pour que les projets bénéficient d'une expertise économique et sociale et d'un suivi de leur évolution ;

- Les ressources nécessaires pour intervenir financièrement sur les projets ou entreprises tels qu'énumérés ci-dessus. Ces interventions, qu'il s'agisse d'octroi de garantie sur des prêts bancaires, d'apports en fonds propres, ou d'autres concours appropriés, ont pour vocation d'agir sur les besoins économiques de l'entreprise, non couverts par le milieu bancaire ou financier ;
- L'ensemble des acteurs intervenants en faveur de la création, du conseil et du suivi des entreprises, notamment la communauté bancaire.

Par souci d'efficacité et de complémentarité, elle associe à son action les partenaires tant publics que privés, tant institutionnels qu'opérationnels.

Pour déployer son action au plus proche des enjeux économiques et sociaux, France Active (FA) a créé avec les collectivités locales et ses partenaires un réseau de 35 associations territoriales, qui inscrivent son action dans tous les territoires : centre villes, quartiers politiques de la ville, zones rurales, territoires d'outre-mer etc. Les 650 salariés et les 2 500 bénévoles du réseau assurent l'activité de France Active au service des entrepreneurs. Ils accueillent et conseillent les entrepreneurs, décident d'accorder les financements et les accompagnent dans la durée.

Bien plus qu'un réseau dédié aux entrepreneurs, France Active veut constituer un véritable mouvement d'entrepreneurs engagés dont l'ambition est de bâtir une société plus solidaire.

La stratégie de réseau France Active s'articule autour de 4 axes : accompagner les entrepreneurs engagés, développer un environnement qui leur soit favorable, préparer l'économie solidaire de demain et finalement faire reconnaître la finance solidaire comme moteur de transformation de l'économie.

1.3 Première application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03

La première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 constitue un changement de réglementation comptable.

Le règlement ANC n° 2022-06 modernise la présentation des états financiers et la nomenclature des comptes. Il restreint notamment le périmètre des charges et produits exceptionnels, y compris les cessions d'actifs et les quotes-parts de subventions virées au résultat, et supprime la notion de transferts de charges au profit d'une minoration des charges ou du recours à des produits d'exploitation.

Le règlement ANC n° 2023-03 adapte, en coordination avec cette réforme, plusieurs règlements sectoriels de l'ANC, dont celui applicable aux personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Conformément aux dispositions de première application, ces textes s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Leur application est réalisée sans incidence sur les comptes antérieurs, à l'exception des reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat.

Les principaux impacts identifiés au titre de cette première application sont les suivants :

Poste impacté	Montant de l'exercice	Présentation 2025	Présentation antérieure
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat	8 097,64 €	Produits d'exploitation – compte 747	Produits exceptionnels – compte 777
Remboursements de charges de personnel	18 008,93 €	Crédit de charges de personnel – compte 649	Transferts de charges – compte 791
Subventions d'exploitation	2 832 797,80 €	Comptes 741 par nature de financeur	Comptes 740
Provision pour pensions et obligations similaires	37 832,14 € à la clôture	Compte 1521	Ancienne présentation en compte 153

Ces reclassements n'ont pas d'incidence sur le résultat net de l'exercice ni sur le montant des fonds propres de l'association. Ils résultent exclusivement de la nouvelle présentation comptable applicable à compter du 1er janvier 2025

1.4 Reclassements de présentation du comparatif 2024

La colonne comparative 2024 est présentée selon les comptes arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent.

Aucun retraitement rétrospectif des comptes 2024 n'a été opéré. Les reclassements éventuellement nécessaires à la comparaison avec la présentation 2025 sont limités à des changements de présentation, sans incidence sur le résultat ni sur les fonds propres de l'exercice antérieur.

En conséquence, la présentation séparée du bilan et du compte de résultat 2024 tels qu'arrêtés et publiés n'est pas requise.

2. Opérations spécifiques du réseau France Active

France Active Nouvelle Aquitaine, en sa qualité d'association territoriale du réseau France Active, met en œuvre plusieurs dispositifs spécifiques de financement et d'accompagnement, notamment les lignes de garantie France Active Garantie, les contrats d'apports associatifs, le dispositif local d'accompagnement et les contributions du fonds de contribution au réseau.

2.1 France Active Garantie – FAG

Les garanties France Active Garantie permettent de faciliter l'accès au financement bancaire des structures accompagnées par l'association.

Dans ce cadre, France Active Garantie peut garantir une partie des prêts accordés par les établissements bancaires aux porteurs de projets. France Active Nouvelle Aquitaine suit les fonds dédiés à ce dispositif ainsi que les risques éventuels liés aux garanties accordées.

Les encours présentant un risque de perte font l'objet d'une dépréciation.

2.2 Contrats d'apports associatifs – CAA

Les contrats d'apports associatifs correspondent à des avances remboursables accordées par France Active Nouvelle Aquitaine à des structures accompagnées.

Ces avances sont destinées à renforcer les moyens financiers des bénéficiaires. Elles sont remboursées selon les conditions prévues dans les contrats conclus avec les structures concernées.

Lorsque le remboursement d'une avance apparaît incertain, une dépréciation est comptabilisée afin de tenir compte du risque de non-recouvrement.

2.3 Dispositif local d'accompagnement – DLA

Le dispositif local d'accompagnement s'apparente à une offre de services fournie par les associations territoriales à leurs usagers. Il comporte un volet d'ingénierie interne dispensé par les associations territoriales et un volet d'ingénierie externe dispensé par des prestataires mandatés par ces associations.

Les conventions annuelles d'objectifs encadrent les relations entre les financeurs et France Active Nouvelle Aquitaine. Les financeurs agissent en qualité d'ordonnateurs, tandis que l'association agit en qualité d'opérateur du dispositif, dispensant ou coordonnant les accompagnements auprès des usagers.

2.4 Fonds de contribution au réseau – FCAR

Le fonds de contribution au réseau correspond à des contributions reçues dans le cadre du fonctionnement et du développement du réseau France Active.

3. Méthodes d'évaluation

3.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux ;
- à leur coût de production pour les actifs produits par l'association ;

Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

- à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit ;
- à leur valeur vénale pour les actifs acquis par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, ainsi que de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Nature des immobilisations	Durée d'amortissement
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

3.2 Participations, titres immobilisés et valeurs mobilières

La valeur brute des participations, titres immobilisés et valeurs mobilières est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

3.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.4 Dépréciation des immobilisations financières

Provision pour garantie accordée dans le cadre de la souscription d'emprunts :

Dans le cadre des lignes de garantie FAG, une provision est constituée à hauteur de l'encours dégradé net des contres garanties BPI, pour la quote-part garantie par FANA. Le montant de cet encours dégradé net est transmis par France ACTIVE.

Encours douteux ligne contrats d'apport associatif et contrats d'amorçage :

L'association accorde des prêts à des structures associatives. Les prêts sont remboursés sur une durée de 5 ans avec un différé de 12 mois pour les contrats moyen terme et sur une durée plus courte pour les contrats court terme. Afin de tenir compte d'un risque de non-recouvrement des sommes, une provision est constituée sur la base d'une cotation affectée par dossier et validée par le comité des risques.

Les niveaux de cotation retenus sont les suivants :

Niveau de cotation	Taux de dépréciation
1	0 %
2	0 %
3	30 %
4	60 %
5	100 %

Seules sont exprimées les informations significatives.

4. Faits caractéristiques de l'exercice

4.1 Analyse du résultat de l'exercice

L'association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE héberge dans ses comptes des fonds avec droit de reprise servant à alimenter les lignes de contrats moyens terme (prêts à des associations tierces). Les associations territoriales réalisent tous les ans en fin d'exercice un état de suivi des structures accompagnées et provisionne la dépréciation des dossiers sur la base d'une estimation du risque de défaillance des associations bénéficiaires pouvant déboucher sur des difficultés de remboursements des Contrats court et moyen terme en place.

La constitution et la reprise des provisions pour dépréciation pèsent sur le résultat de l'exercice. De ce fait, afin d'assurer une parfaite transparence, le résultat de l'exercice est analysé en considérant qu'il correspond à deux catégories d'opérations :

- 1 - le résultat de la gestion administrative (fonctionnement),
- 2 - le résultat de la gestion des risques, étroitement lié à la variation des provisions pour dépréciations constituées sur les Contrats d'Apports Associatifs.

La somme algébrique de ces deux résultats forme le résultat net de l'exercice. Conformément aux directives du réseau FRANCE ACTIVE, les pertes provenant de la gestion des risques doivent être supportées par les ressources

hébergées dans les Fonds Associatifs. Ainsi, tant que les défaillances provisionnées ne sont pas définitives, la quote-part du résultat net annuel provenant de cette gestion des risques est reportée et figure au bilan après affectation à la rubrique "résultats sous contrôle de tiers financeurs". Les pertes provenant des défaillances définitives sont portées en diminution d'un autre compte spécifique également sous la rubrique "résultats sous contrôle de tiers financeurs" du bilan après affectation.

De cette façon, à aucun moment, le coût de la gestion des risques liés aux outils financiers internes ne sera supporté par les partenaires soutenant l'association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE au travers des subventions de fonctionnement attribuées.

Ces précisions conduisent à analyser le résultat net de l'exercice 2025 sous ces deux aspects

La perte nette globale de l'exercice 2025 s'élève à **116 299,03 €** et se décompose comme suit :

Analyse du résultat	Montant
Résultat de la gestion administrative	+ 41 398,99 €
Résultat de la gestion des risques outils financiers	- 287 419,00 €
Résultat de la gestion de la garantie FAG	+ 129 720,98 €
Résultat net global de l'exercice	- 116 299,03 €

Sur l'exercice 2025, des pertes à hauteur de **64 630 €** ont été constatées à la suite de liquidations judiciaires sur les outils financiers, ainsi qu'une régularisation exceptionnelle de **1 000 €**, soit un impact net de **63 630 €**. Ces pertes ayant été intégralement provisionnées à la clôture de l'exercice précédent, elles n'ont pas d'incidence sur le résultat de l'exercice.

4.2 Engagements hors bilan liés aux lignes de garantie FAG

Les garanties France active (FAG s'apparente à des opérations de cautions simples consenties par FAG aux établissements de crédits qui octroient des prêts aux usagers de FAN. Ce dispositif est abondé par les financeurs de FANA sous la forme de conventions d'apports.

Les relations contractuelles entre le financeurs et FANA relèvent de conventions d'apports :

- Les financeurs agissent en qualité de dépositaire de fonds dans les comptes de FANA ;
- FANA agit en qualité de gestionnaire de fonds pour le compte des financeurs.

Les relations contractuelles entre FANA et FAG relèvent des conventions et avenants de dépôts :

- FANA agit en qualité de dépositaire de fonds dans les comptes de FAG ;
- FAG agit en qualité de gestionnaire de fonds pour le compte de FANA ;

Ces lignes de garantie sont extinctives.

Au 31 décembre 2025, le montant total des encours nets des contre-garanties BPI pour la quote-part garantie par France Active Nouvelle Aquitaine s'élève à **752 673,64 €** pour l'ensemble des lignes de garantie, dont **118 007,85 €** d'encours net dégradé.

L'encours net dégradé pour la quote-part garantie par France Active Nouvelle Aquitaine est déprécié à 100 % au 31 décembre 2025.

5. Annexe libre relative aux outils financiers

5.1 Financements reçus par les partenaires

Les fonds avec droit de reprise enregistrent les apports des partenaires financiers versés dans le cadre des outils financiers internes.

Le montant global de ces apports est de **9 462 868,83 €**, hors report à nouveau des pertes définitives sur prêts.

Il se décompose ainsi :

Financements reçus par les partenaires au 31/12/2025			9 462 868,83 €
Désignation de la ligne	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Contrat d'apports Associatifs des ex-associations territoriales	2 116 073,43	2 436 514,32	3 667 091,73
Contrat Fonds amorçage des ex-associations territoriales	91 622,54	94 742,54	196 948,18
Contrats d'apports Association - Prog d'Investissement Avenir	45 375,00	45 375,00	45 375,00
Dons Livrets Agir affectés	94 867,13	94 867,13	117 555,31
Produits de placements des fonds CAA réaffectés	44 330,73	44 330,73	44 330,73
Ligne Quartier Prioritaire de la ville Bordeaux Métropole	7 500,00	7 500,00	7 500,00
Lignes PRS	776 785,71	825 357,14	926 520,57
Lignes DASESS	100 000,00	171 536,42	532 000,00
Ligne Capitaux Patients	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Ligne Avance Remboursable ARQP	29 500,00	29 500,00	29 500,00
Ligne Fonds de confiance	5 975,32	5 975,32	5 975,32
Ligne de trésorerie outils financiers - Court et Moyen Terme.	445 000,00	445 000,00	445 000,00
Ligne outils financiers - Court Terme	1 450 000,00	1 450 000,00	250 000,00
Ligne outils financiers - Court Terme - disponible	272 640,99	272 640,99	178 996,41
Ligne outils financiers - Moyen Terme	2 655 000,00	2 655 000,00	600 000,00
Ligne outils financiers - Moyen Terme - disponible	1 128 197,98	1 098 197,98	1 196 695,94
	9 462 868,83	9 876 537,57	8 443 489,19

Le report à nouveau des pertes définitives sur prêts accordés s'élève à **743 520 €**.

Montant des pertes définitives	9 462 868,83	9 876 537,57	8 443 489,19
reprise fusion	569 015,00	569 015,00	569 015,00
Année 2021	16 000,00	16 000,00	16 000,00
Année 2022	28 000,00	28 000,00	28 000,00
Année 2023	3 750,00	3 750,00	3 750,00
Année 2024	62 125,00	62 125,00	
Année 2025	64 630,00		
Dotations nettes des pertes	8 719 348,83	9 225 647,57	7 854 724,19
	année 2025	année 2024	année 2023

5.2 Prêts accordés

Le montant de l'encours sur les prêts consentis communiqué par l'association au 31 décembre 2025 est de **4 136 194,50 €**.

À titre de contrôle, la balance comptable fait apparaître un total apparent des principaux comptes de prêts immobilisés de **4 149 194,50 €**, incluant un prêt de **13 000 €** inscrit au compte 274000010 « Prêts CAA sur fonds propres Muffin ».

Prêts accordés au 31/12/2025		
Le montant de l'encours sur les prêts consentis est de		4 136 194,50 €
Encours sur Prêts Contrats d'Apports Associatifs :		498 069,39 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	381 569,84 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	64 630,00 €	
Encours sur Prêts Fonds d'Amorçage :		10 000,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	0,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur Prêts Programme d'Invest Avenir :		9 375,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	0,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur Prêts Relève Solidaire :		0,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	225 000,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur le DASESS :		50 000,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	2 500,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur les Prêts CAA Capitaux Patients :		87 500,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	0,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur la ligne Court Terme :		932 833,33 €
* Montants versés sur l'exercice	680 000,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	95 791,67 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur la ligne Moyen Terme :		2 548 416,78 €
* Montants versés sur l'exercice	1 040 100,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	358 845,76 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	

5. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentati ons (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	4 176	3 300	-	-	7 476
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	2 107	-	-	-	2 107
	Install. générales, ag. Am. divers	259 051	962	-	-	260 013
	Matériel de transport	16 814	-	-	-	16 814
	Mat bur., informatique, mobilier	122 269	26 029	15 403	-	132 895
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	400 241	26 992	15 403	-	411 830
Immobilisations financières	Participations	80 000	-	-	-	80 000
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	280 517	4 545	-	-	285 061
	Prêts et autres immo. financières	4 362 192	1 721 380	1 073 707	-	4 917 308
	Total IV	4 722 709	1 725 924	1 073 707	-	5 282 369
Total général		5 127 126	1 756 216	1 089 110	-	5 701 674

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- Installations générales, agencement et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de transport : 4 à 5 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fins (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	3 048	1 357	-	4 405
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	1 588	140	-	1 728
	Install. générales, ag. Am. divers	103 256	13 820	-	117 075
	Matériel de transport	13 518	3 000	-	16 518
	Mat bur., informatique, mobilier	99 002	15 063	15 403	98 662
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	217 363	32 022	15 403	233 983
Total général		220 411	33 380	15 403	238 388

5.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 142 969	-	-	1 209 597
TOTAL	1 142 969	-	-	1 209 597

5.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	3 048	1 357	-	-	-	4 405
Corporelles	217 363	32 022	-	15 403	-	233 983
TOTAL	220 411	33 380	-	15 403	238 388	238 388

5.2 Actif circulant

Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Autres	197 726	102 764	-	289 434
TOTAL	197 726	-	-	289 434

Précisions sur d'autres créances significatives

Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA			17 229		

5.4 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

1. Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.
2. Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.
3. Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.
4. Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Documents soumis au contrôle
du commissaire aux comptes

Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	795 834	70 038	-	-	-	-	-	865 872
Fonds propres avec droit de reprise	9 682 978	-413 669	-	-	-	-	-	9 269 309
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	644 739	-	-	-		-		644 739
Report à nouveau	642 370	-117 301	-	-		-		525 069
Excédent ou déficit de l'exercice	-47 263	-69 037	-	-	-	-	-	-116 299
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	90 722			-8 098		-		82 624
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	11 809 380	-529 968	-	-8 098	-	-	-	11 271 314

Provisions réglementées

Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin	Montant début
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

5.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	78 054	43 950		122 004
Provisions pour charges	58 484		6 652	51832
TOTAL	136 538	43 950	6 652	173 836

Dont reprise provision pour engagement de retraite : 6 652 €

Passifs non comptabilisés

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Subventions de fonctionnement

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
FSE Cap Amortage	34 962					34 962	
Banque Primes	7 875					7 875	7 875
Région NA / GIP	2 005					2 005	
DLA 2017 A 2020	22 718					22 718	22 718
Bristol Meyers	4 940		2 460			2 480	
TOTAL	-	-	2 460	-		70 040	-

Précisions sur d'autres dettes

Les charges à payer sont constituées de :

Fournisseurs, FNP : 249 504 €

Personnel, Congés à payer : 120 822 €

Organismes sociaux à payer : 30 598 €

Personnel, Charges sur congés payés : 61 599 €

Soit un total de 462 523 €

Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ». Les produits constatés d'avance au 31 décembre 2025 sont de 231 033 €

Précisions sur les Produits à Recevoir

Les produits à recevoir au 31/12/2025 sont constitués de dons pour un montant total de : 11 433€

5.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

État des créances		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	4 149 195		4 149 195
	Autres	-		
De l'actif circulant	Créances Clients et Comptes rattachés	131 747	131 747	
	Autres	2 482 662	2 482 662	
Charges constatées d'avance		17 230	17 230	
TOTAL		7 914 008	2 614 409	4 149 195

Prêts Accordés en cours d'exercice	1 720 100
Remboursements obtenus en cours d'exercice	1 073 707

État des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		618 216	618 216		
Dettes fiscales et sociales		376 915	376 915		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		532 874	532 874		
Produits constatés d'avance		231 033	231 033		
TOTAL		1 759 038	1 759 038		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

5.7 Rémunération des commissaires aux comptes

	Hono certification des comptes	Honoraires autres prestations
Commissaire aux comptes titulaires	7 600 €	
Commissaire au coptes suppléant		
TOTAL	7 600 €	

6. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

3.1 Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants
Les cinq plus hauts cadre dirigeants sont bénévoles (Président, trois-Vice-présidents et Trésoriers) et ne perçoivent aucune rémunération ni aucun avantage en nature

Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

Compte tenu du personnel présent au 31 décembre 2025, les engagements de retraite de l'association en matière d'indemnités de fin de carrière ont été évalués conformément à la méthode préférentielle en tenant compte de différents coefficients d'atténuation.

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève respectivement à 37 832 € au 31 décembre 2025 / 44 485 € au 31 décembre 2024.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : entre 60 et 67 ans
- Taux d'actualisation : 3,96 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1%
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,
- Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,
 - Des Statistiques propres : turn-over faible
- Pour la prise en compte du risque de mortalité,
- Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.
- Le % de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est 50 %.